



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
43000 Le Puy en Velay

Le Puy en Velay, le 20/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALTOM SYNDICAT POUR LA VALORISATION ET LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DU PUY-DE-DOME ET DE HTE-LOIRE

1 chemin des domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : UID4243-DSSP-024-0288
Code AIOT : 0016500126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement VALTOM SYNDICAT POUR LA VALORISATION ET LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DU PUY-DE-DOME ET DE HTE-LOIRE implanté Lieu-dit la Taupe 43360 Vergongheon. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la campagne d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées initiée par le ministère chargé de l'environnement en 2023. Elle a également permis de faire le point par rapport au changement d'exploitant du site réalisé en 2022 au bénéfice du Valtom ainsi que sur le suivi post-exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM SYNDICAT POUR LA VALORISATION ET LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DU PUY-DE-DOME ET DE HTE-LOIRE
- Lieu-dit la Taupe 43360 Vergongheon
- Code AIOT : 0016500126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le site est une ancienne décharge qui a été arrêtée en 2006. Il est rentré depuis dans sa phase de

post-exploitation où un suivi des effluents (lixiviats, eaux pluviales et souterraines) doit être notamment réalisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Programme de suivi | Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, article Titre VII - Fin d'exploitation | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 2 | Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 30/04/2024 | Sans objet |
| 3 | Installation de panneaux photovoltaïques | Code de l'environnement du 19/06/2024, article L181-14 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra communiquer les éléments demandés dans le rapport à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de suivi

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, article Titre VII - Fin d'exploitation |
| Thème(s) : Situation administrative, suivi du site |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 40 - couverture des casiers</p> <p>Les déchets devront être recouverts au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une couche de matériaux drainant sur 0.2 m d'épaisseur ou d'un géodrain synthétique permettant la récupération du biogaz d'une couche de terre argileuse de l'ordre de 1 m d'épaisseur, compactée et permettant la prise de végétation type enherbement. <p>Note : cette prescription a été modifiée par la suite dans l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2003</p> <p>Article 43 - Plan du site après couverture</p> <p>Article 44 - Programme de suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> Contrôle tous les mois du système de drainage des lixiviats et de l'élimination des effluents; contrôle tous les mois du système de captage du biogaz et du système de torchage réalisation des analyses biogaz |

- contrôle tous les 6 mois de la qualité des eaux souterraines avec analyse approfondie tous les 4 ans
- contrôle tous les 6 mois de la qualité des rejets (lixiviats et eaux superficielles)
- entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal)

Note : cette prescription a été modifiée par la suite dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007

Article 47 - Garantie financière

A la suite de la visite, l'exploitant a transmis le 16 juillet 2024 par courriel un dossier de suivi environnemental du site de la Taupe à Vergongheon. Les éléments transmis sont analysés dans le présent rapport.

Constats :

Art 40 et 43. **Le Valtom devra transmettre sous 3 mois les tests de perméabilité réalisés après le recouvrement du site ainsi que les plans topographiques.**

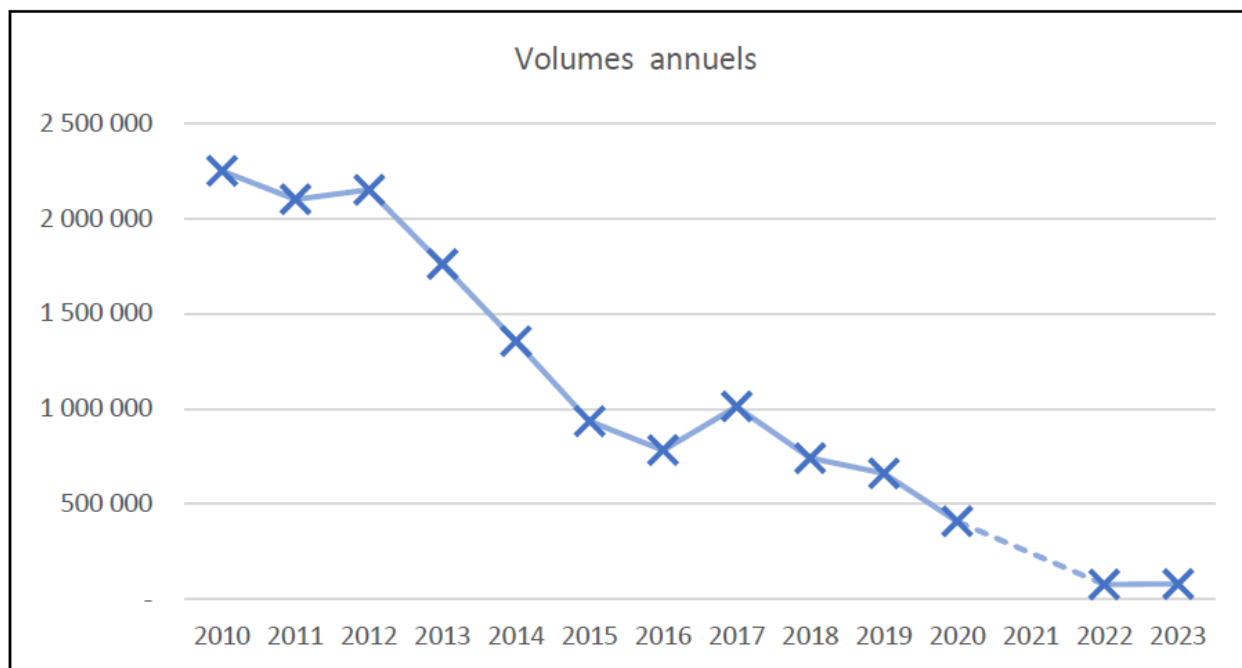
Art 44.

Les lixiviats sont transportés à l'ISDND d'Ambert pour être traités. Le dossier pour l'autorisation de ce traitement sur le site d'Ambert a été instruit par l'Uid CAP.

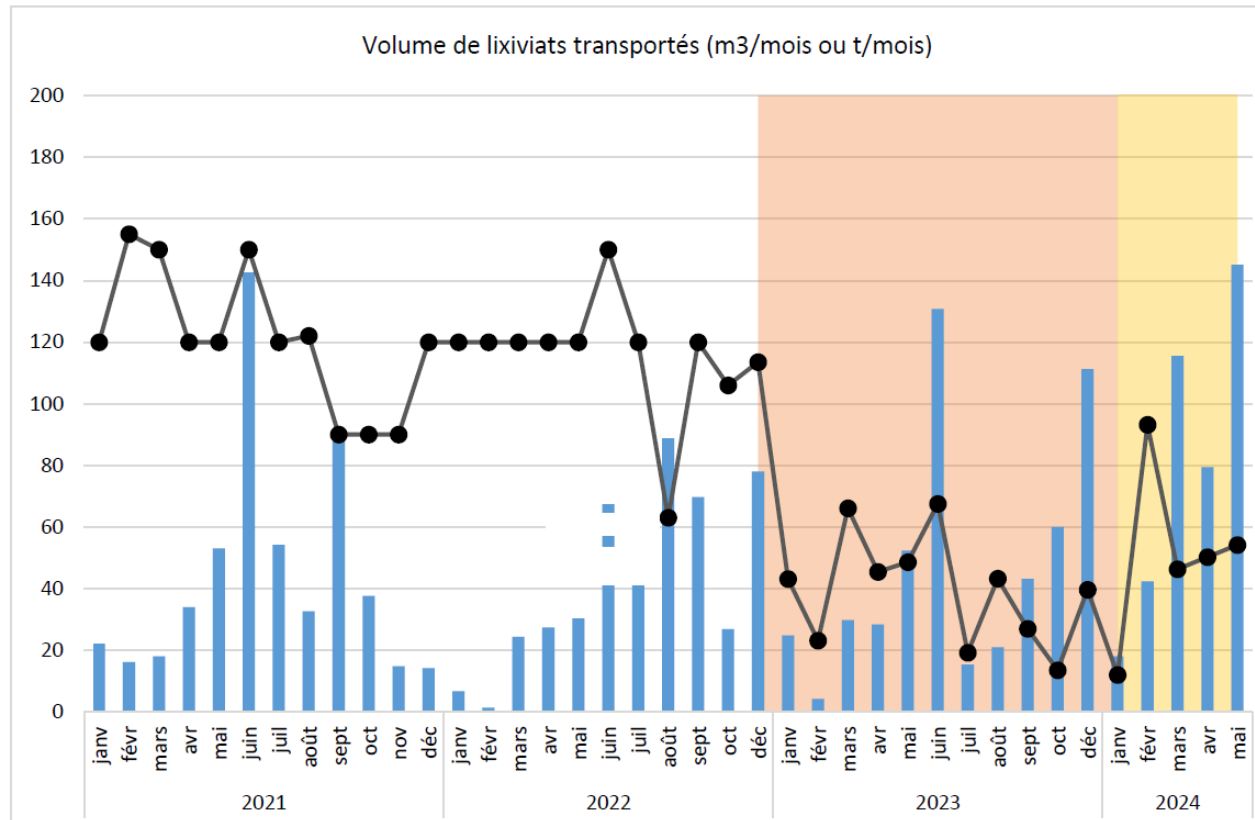
Les 3 piézomètres sont présents sur le site ainsi qu'une cuve de récupération de lixiviat et un bassin de collecte des eaux pluviales. **Les fossés de drainage des eaux pluviales méritent d'être curés et débroussaillés.** Le sictom Issoire Brioude a indiqué se charger de cette action.

Une conductivité élevée (de l'ordre de 3000) est notée dans l'eau analysée dans les piézomètres en aval du site par rapport à l'eau du piézomètre amont (de l'ordre de 300). La configuration du site construit pour partie dans un secteur minier pourrait expliquer cette augmentation de la conductivité entre l'amont et l'aval.

La production de biogaz s'établit selon l'exploitant à 80 000 m3 en 2023 et 77 000 m3 en 2022. Sa production est en outre en baisse :



La production de lixiviats transportés et traités est en légère hausse au cours des 3 dernières années :



Actions à réaliser :

- Transmettre à la DREAL :
 - les photographies des fossés de drainage débroussaillés ainsi que des accès au bassin d'eaux pluviales
- Préciser où s'effectue la surverse du bassin collectant les eaux pluviales.

Art 47. L'exploitant a produit un acte de cautionnement de la société CHUBB daté du 12/04/2021, pour la période 2021-2026. Le montant de la caution est de 786 288,54 € jusqu'au 01/09/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023

Thème(s) : Risques chroniques, campagne PFAS

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté du 20 juin 2023

I L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des

| |
|--|
| <p>substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> <p>Article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé aux analyses PFAS de ces rejets et a téléchargé les résultats dans le logiciel GIDAF.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Installation de panneaux photovoltaïques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2024, article L181-14</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Projet</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le Valtom a comme projet d'installer des panneaux solaires sur les anciens casiers de déchets de la décharge de Vergongheon.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La lettre du DGPR au DREAL Paca du 13/06/2012 précise qu'en cas d'implantation de centrales photovoltaïques sur l'emprise d'installations d'une décharge ayant cessé son activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> * l'autorisation de la centrale photovoltaïque prend la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire pris sur la base du porter à connaissance rédigé par l'exploitant de la décharge au titre du L181-14 du code de l'environnement; * le porter à connaissance doit donc démontrer : <ul style="list-style-type: none"> –l'absence d'impact des travaux sur la couverture de recouvrement du site et des ouvrages nécessaires à son suivi post-exploitation; –la compatibilité des installations photovoltaïques avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 section V (https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000023081900/2021-01-11/). |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

Annexe : Photographies prises lors de la visite

Etat des fossés de drainage des eaux pluviales :



Cuve de 60 m³ récupérant les lixiviats :



Bassin de collecte des eaux pluviales (dégager les accès)

